

Les subsides

Nous avons tout lieu de nous demander pourquoi nous nous intéressons tant à une question comme celle-ci, pourquoi la Chambre des communes a décidé d'y consacrer une journée entière, et comment expliquer cette magnifique unanimité que cette question suscite à la Chambre des communes. Je suppose que c'est parce que les parcs nationaux sont créés pour le peuple canadien, pour son bénéfice, son instruction et sa jouissance, comme le précise l'article 4 de la Loi sur les parcs nationaux. Dans ce même article, on y fait valoir que les parcs nationaux doivent être entretenus et utilisés de manière qu'ils restent intacts pour la jouissance des générations futures. Je suppose que cela explique que nous en soyons aussi ravis et enthousiasmés. C'est que nous y voyons la possibilité pour nous de transmettre à nos enfants l'héritage que nous ont laissé nos prédécesseurs. Nous sommes vraiment très fiers de la beauté de la nature, des plaisirs qu'elle nous procure, et nous apprécions les valeurs intangibles sur lesquelles on ne saurait mettre de prix. Effectivement, on ne saurait évaluer en dollars le ravissement qu'on éprouve devant la faune épanouie que l'on voit dans la partie sud de Moresby.

Créer un parc national, ce n'est pas simplement organiser une entité ou encore tracer une ligne sur une carte, prononcer les discours d'usage et couper ensuite le ruban traditionnel. C'est bien autre chose, et de nombreux députés, dont le ministre de l'Environnement (M. MacMillan) certainement, réagissent vivement quand ils apprennent que certains parcs nationaux sont l'objet de pressions, que des parcs existants commencent eux aussi à être menacés comme c'est le cas de Banff actuellement. On a multiplié les démarches dernièrement pour faire construire une station de ski dans ce parc, à Sunshine plus précisément, dont les marais fragiles et l'écosystème délicat doivent être protégés. Et on se demande forcément ce qui se passe. On voudrait savoir pourquoi les députés du caucus de l'Alberta ne viennent pas à la rescousse du ministre de l'Environnement pour contenir ces pressions et empêcher ce type de développement.

Nous nous inquiétons de ce que rapportent les journaux à propos de Banff. De telles pressions n'ont pas eu cours qu'à Sunshine, mais c'est l'exemple le plus récent que nous en avons. Ce n'est pas un phénomène nouveau car elles existaient aussi de mon temps. On a déjà entrepris des démarches pour exploiter les forêts du parc Wood Buffalo et les mines du Parc du nord du Yukon. On cherche constamment à rogner ces régions limitées que nous avons soustraites, à tort ou à raison, aux prédatations de l'exploitation humaine. Je sais combien il est difficile de résister à ces pressions, mais il le faut. C'est pour cette raison que nous devons emboîter le pas à certains, que nous devons protester pendant ce débat sur Moresby, pour empêcher l'exploitation forestière de cette région.

Au moment où nous nous parlons, il paraîtrait que l'abatage du bois se pratique toujours à Moresby. On réduit de plus en plus l'étendue de ces magnifiques forêts que certains ont si bien décrites. L'aspect global de la région sud de Moresby pourrait être gravement menacé, voire disparaître totalement si on ne met pas un terme à l'exploitation forestière de l'île

Lyell notamment, puisque le panorama de ce secteur en souffrirait profondément. Ainsi, quand nous débattons de la région sud de Moresby, de la possibilité d'y ajouter un parc, nous parlons aussi de la nécessité de préserver l'intégrité d'une région telle que nous souhaitons l'acquérir. En outre, toutefois, nous voulons préserver l'intégrité de notre réseau actuel de parcs nationaux au Canada. Nous devons nous engager à protéger les parcs existants. Nous ne pouvons pas faire une seule exception à la politique visant à préserver l'intégrité des parcs actuels.

● (1630)

La proposition de Sunshine portait en première page, outre le nom des personnes qui l'appuient, celui de Parcs Canada, donnant ainsi l'impression que la proposition a été formulée sous les auspices de Parcs Canada, du moins en partie.

Le débat d'aujourd'hui porte sur l'acquisition, en vue d'en faire un parc-réserve national, d'un endroit fantastique, proclamé par l'UNESCO et admiré par des personnalités éminentes du Canada et de l'étranger. Les gouvernements successifs ont tout fait pour préserver cette région, et les Haïdas en ont parlé au cours des discussions sur les revendications territoriales des autochtones. Dans ce contexte, c'est un peu un symbole de l'engagement du Canada à préserver, chaque fois que possible, la richesse de ses régions sauvages.

Je manquerais à mon devoir, monsieur le Président, si je ne lisais pas à la Chambre un extrait de la page 163 du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, présidée par M^{me} Brundtland, premier ministre de la Norvège. Sous le titre «Portée des programmes nationaux», on peut lire la phrase suivante:

... les gouvernements ... devront examiner les programmes dans des secteurs comme l'agriculture, la foresterie et les villages qui contribuent à détériorer et à détruire l'habitat des diverses espèces. Les gouvernements devront déterminer combien d'autres régions doivent être protégées, surtout en examinant comment elles peuvent contribuer à la réalisation des objectifs nationaux en matière de développement, et prévoir en outre la protection des réservoirs génétiques (par exemple, des variétés de plantes primitives) que l'on ne peut pas préserver d'ordinaire grâce aux régions protégées conventionnelles.

Il y a dans ces paroles un message pour le Canada. Je me joins à ceux qui m'ont précédé dans le cadre de ce débat pour féliciter le ministre de ses efforts. Je lui souhaite bien du succès. Nombreux sont ceux qui, à la Chambre et à l'extérieur, s'associeront à ce succès, qui permettra en outre d'éviter la confrontation inéluctable dans ces îles en cas d'échec. Comme l'a dit à maintes reprises Miles Richardson, si l'exploitation forestière ne s'arrête pas, la confrontation sera inévitable.

Si le ministre peut nous annoncer un de ces jours que les négociations visant à proclamer cette région parc national, il aura accompli un haut fait. Cette affaire a suscité énormément d'intérêt et d'appui dans la population. Je suis convaincu que le ministre peut réussir, et du fond du cœur je lui souhaite tout le succès possible.

Des voix: Bravo!

Le président suppléant (M. Paproski): Y a-t-il des questions ou commentaires? Apparemment non.